

# Business as usual ?

## Victoire conservatrice aux élections législatives britanniques

### Un lendemain qui chante

KEITH DIXON

Le matin du 8 mai, la Bourse de Londres s'est ouverte dans une ambiance d'euphorie suite à la victoire inattendue des conservateurs aux élections de la veille. L'indice FTSE 100 a augmenté de 150 points. Les *traders* étaient apparemment heureux. Contrairement aux prévisions de la quasi-totalité des instituts de sondage qui donnaient les conservateurs de David Cameron et les travaillistes de Ed Miliband au coude à coude, la victoire conservatrice était sans conteste, les travaillistes étaient résolument défaits et les libéraux-démocrates de Nick Clegg carbonisés. Avec une majorité absolue des sièges au parlement de Westminster (obtenu néanmoins avec seulement 36,9 % des voix grâce aux effets amplificateurs du scrutin majoritaire à un seul tour) les conservateurs n'avaient même pas besoin de réactiver la coalition avec leurs partenaires libéraux-démocrates et pouvaient désormais gouverner seuls.

On peut donc désormais s'attendre à un durcissement de la politique d'austérité, qui a déjà fait tant de ravages ces cinq dernières années dans les couches les moins favorisées de la population britannique (un peu moins chez les

*traders*...). La pression étatique sur les « assistés », le grignotage toujours plus avancé de la protection sociale, la privatisation rampante de l'ensemble des services publics, à commencer par le service national de santé (NHS), vont sans doute prendre un nouvel élan maintenant que Cameron a les coudées plus franches. Si l'on ajoute au score conservateur les 12,6 % des voix qui se sont portées sur les candidats du *United Kingdom Independence Party* (UKIP) on retrouve à quelques détails près ce bloc conservateur qui avait porté Margaret Thatcher dans sa volonté de transformation économique et sociale entre 1979 et 1990. Car UKIP n'est qu'une des têtes d'un mouvement conservateur bicéphale. À Cameron de jouer le « *caring conservative* » avec des envolées lyriques sur le dévouement des personnels soignants du NHS auprès de son enfant handicapé. À Farage et à ses amis du parti xénophobe de rappeler les objectifs à terme du thatchérisme « canal historique » : des inégalités sociales gravées

dans le marbre (l'UKIP préconise la suppression de l'impôt sur les successions, mesure qui à elle seule garantirait la pérennité de l'inégalité), dans un Royaume-Uni enfin débarrassé de la misère du monde (l'UKIP préconise un ensemble de mesures anti-immigrés qui auraient ravi les pionniers du néo-libéralisme britannique, dont le champion était Enoch Powell, politicien conservateur xénophobe des années 1960).

Mais à regarder de plus près la victoire conservatrice, on peut postuler que les *traders* de la *City*, animés par cet instinct de meute, peu analytique donc, que Keynes observait déjà il y a quatre-vingts ans, ont peut-être tort de se réjouir si vite, car cette victoire et la manière dont elle a été obtenue sont porteuses de sérieuses difficultés pour l'avenir du gouvernement conservateur. D'abord, l'avance conservatrice sur l'opposition travailliste est révélatrice d'une fracture territoriale qui risque à terme d'être mortifère pour l'Union britannique. Ainsi le vote conservateur se concentre aujourd'hui de plus en plus massivement dans le grand Sud de l'Angleterre. Il y a certes quelques îlots roses, à Londres par exemple, dans cet océan bleu qui englobe le Sud-Ouest, le Sud-Est et une partie des Midlands, mais le parti conservateur est devenu quasi hégémonique dans cette partie du territoire. Et ce faisant il est devenu désormais un parti *anglais* et non plus britannique. Et encore, il n'y a que la partie la plus peuplée et la plus riche de l'Angleterre qui porte le projet conservateur, le Nord restant encore largement acquis au *Labour*. Au delà des frontières de l'Angleterre à proprement parler, c'est un désert politique pour les Tories. Que ce soit au pays de Galles où le parti travailliste et les nationalistes

restent fortement majoritaires ou en Écosse où même la plus petite influence conservatrice n'est plus qu'un lointain souvenir, la périphérie britannique a définitivement tourné le dos au conservatisme au moment où il triomphe dans ses bastions du Sud. Et il est plus que probable que cette désaffection politique des autres nations de l'Union britannique avec le projet conservateur aille en s'approfondissant au fur et à mesure que Cameron poursuivra sa politique génératrice d'inégalités nouvelles dans une Grande-Bretagne qui détient déjà le record européen dans ce domaine.

La deuxième difficulté majeure à venir provient de la promesse faite par Cameron d'un référendum sur le maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne, dans une tentative de couper l'herbe de sous les pieds de l'UKIP et de calmer une partie de son propre électorat (et de ses élus) qui ne voi(en)t dans les liens britanniques avec l'Europe que des inconvénients. Or, cette promesse risque d'être lourde à porter : d'abord au sein des institutions européennes où les autres pays membres voient d'un très mauvais œil ce référendum déstabilisateur se pointer dans un horizon proche (Cameron l'a promis pour avant fin 2017). Surtout que la période jusqu'au référendum sera propice à toutes les surenchères du côté britannique, où Cameron doit obtenir des concessions de taille de la part de ses partenaires européens pour contrer l'avancée europhobe. Cameron risque de jouer ici aux apprentis sorciers car, pour l'instant, personne ne peut prévoir le résultat d'un tel référendum. Si l'on ajoute le rejet europhobe d'une partie considérable de l'électorat de droite aux frustrations grandissantes

d'une partie de la gauche (devant la déferlante néolibérale européenne, par exemple dans son traitement de la question grecque) il y a tous les ingrédients d'une « surprise » possible à la sortie de ce scrutin. Le seul réconfort à cet égard pour Cameron, qui se dit personnellement pour le maintien de son pays au sein de l'Union, est la démission de Nigel Farage de la direction de l'UKIP, suite à son échec personnel dans la circonscription de Thanet South et aux résultats plutôt moyens de son parti (12,6 % des voix et seulement un élu à Westminster) après son triomphe aux élections européennes de l'année dernière. Le désarroi probable de l'UKIP après le retrait de Farage risque cependant d'être de courte durée, et l'attrait de ce parti ranimé par une campagne référendaire qui nécessairement fera ressortir les vieux démons de la xénophobie britannique dont l'UKIP a largement profité lors du dernier scrutin européen.

### La chute de Clegg et de Miliband

Si les conservateurs sortent renforcés de ce scrutin, leurs alliés libéraux-démocrates ont subi une défaite sévère, entraînant aussi la démission de leur jeune dirigeant, Nick Clegg, dont le charme médiatique, fortement remarqué pendant la campagne électorale de 2010, a fait long feu. Les libéraux-démocrates sont passés de 56 à 8 députés à Westminster et ont été largement abandonnés par leurs électeurs, y compris dans leurs quelques fiefs, suite à une alliance gouvernementale avec les conservateurs que la base libérale-démocrate a toujours récusée. Les volte-face de Clegg, par exemple sur l'augmentation de frais d'inscrip-

tion universitaires (qu'il a combattue, pour ensuite l'avaliser), ont fortement dégradé sa cote personnelle. Avec seulement 7,9 % des voix (par rapport à 23 % en 2010) les libéraux-démocrates passent derrière l'UKIP pour devenir le quatrième parti britannique et se retrouvent là où ils ont végété pendant la plus grande partie de la période de l'après-guerre, sur les marges de la vie politique. Le pari improbable de Clegg en 2010 d'un rapprochement avec le parti conservateur, mettant son parti au centre du jeu politique britannique, est non seulement spectaculairement perdu mais il écorne sérieusement la crédibilité des libéraux-démocrates et les prive vraisemblablement pour longtemps de toute possibilité d'influence sur la politique britannique.

C'est sans doute là une bonne nouvelle pour les travaillistes qui se retrouvent ainsi de nouveau dans un face-à-face avec les conservateurs, perturbé un temps par le poids électoral et politique des libéraux-démocrates. Mais c'est la seule bonne nouvelle pour le *Labour*. Les résultats des travaillistes ont été catastrophiques : avec 30,4 % des voix et 256 élus au parlement, ils touchent le fond, ne retrouvant même pas leur niveau extrêmement médiocre de 2010 (ils perdent 26 sièges), et cela après cinq ans d'une politique conservatrice qui représentait une offensive majeure contre les couches sociales qui auparavant constituaient la base électorale des travaillistes. Sans doute que les électeurs traditionnels travaillistes, surtout dans les quartiers populaires, qui s'étaient réfugiés de plus en plus dans l'abstention pendant la période de gouvernement néo-travailliste de Blair et de Brown, ramenant ainsi le taux de participation aux élections à

des bas historiques, n'ont pas cru au ravalement de façade proposé par celui que les médias appelaient sans rire Ed le Rouge. Car Miliband, tout autant que son frère, David (candidat blairiste contre Ed à la direction du parti travailliste en septembre 2010) est un pur produit du blairisme, comme la quasi-totalité des cadres du parti qui l'entourent et on attend toujours une critique de fond de la néolibéralisation de la politique travailliste que Blair et Brown ont entamée et que Miliband a, malgré quelques envolées rhétoriques, poursuivie. Les premiers noms qui circulent dans la presse pour remplacer Miliband à la tête du parti n'ont rien de rassurant à cet égard : pour l'essentiel on prend les mêmes et l'on recommence. Et l'article de Blair publié le 10 mai dans *The Observer*, appelant à un recentrage travailliste, augure mal pour l'avenir. Mais, comme pour le parti conservateur, le vrai problème de fond du parti travailliste n'est pas tant sa défaite électorale conjoncturelle mais ce qu'elle révèle de sa perte d'influence, peut-être définitive, sur une partie considérable du territoire britannique. Car le fait sans doute déterminant de ce scrutin a été l'effacement total du parti travailliste dans son ancien bastion écossais.

### Le « tsunami » écossais

L'ancien dirigeant nationaliste écossais, Alex Salmond, n'a peut-être pas tort de parler de tsunami politique à l'occasion de ce scrutin en Écosse. Le parti nationaliste sous la direction de Nicola Sturgeon, actuellement Premier Ministre de l'Écosse, obtient un score que même le parti travailliste écossais, autrefois hégémonique, n'a jamais pu

égaler. Il obtient 56 des 59 sièges écossais au parlement de Londres (toutes les circonscriptions de Glasgow, par exemple, passent au SNP) et, ce faisant, réduit la représentation travailliste à néant. Au passage, il sort quelques-uns des poids lourds de la politique écossaise : ainsi le chef du parti travailliste en Écosse, le très blairiste Jim Murphy, perd le siège qu'il avait gagné en 2010 avec une majorité confortable, et, à Paisley, Douglas Alexander, ancien ministre de Blair, cacique du parti et conseiller personnel de Miliband pour la stratégie électorale, a été battu par Mhairi Black, la candidate nationaliste de vingt ans, encore étudiante de troisième année à l'université de Glasgow. La photo d'Alexander concédant sa défaite devant sa jeune rivale débordante de joie restera une des images marquantes de cette fin de campagne électorale.

Certes, le scrutin majoritaire déforme le vrai rapport de forces politique : le SNP tout en étant hégémonique sur le plan de sièges n'obtient « que » 50 % des voix écossaises (dans l'histoire électorale de l'Écosse depuis 1945, le seul autre parti à dépasser la barre des 50 % des voix était le parti conservateur en 1955 – ce qui permet de mesurer en même temps la perte d'influence conservatrice dans cette partie du territoire britannique). C'est d'ailleurs une autre leçon plus générale de ce scrutin, cette fois-ci sur le plan britannique : le scrutin majoritaire à un seul tour a vécu, puisque non seulement il amplifie au-delà du raisonnable le score en sièges des partis majoritaires mais il réduit presque à néant la représentation parlementaire des « petits » partis. À un moment où ces partis émergent comme des forces politiques significatives, ce

système électoral devient de plus en plus indéfendable. Mais même avec cette réserve, on est obligé de constater que la terre a effectivement tremblé en Écosse : le parti de Nicola Sturgeon a toutes les cartes en main pour revenir rapidement à la table de négociation avec le gouvernement de Londres. À l'ordre du jour il y aura de nouveaux transferts de pouvoir de Londres vers Édimbourg (Sturgeon a déjà fait savoir que les propositions de Cameron, faites sous la pression du référendum, sont insuffisantes) et inévitablement l'organisation d'un nouveau référendum sur l'indépendance de l'Écosse. Sturgeon a affirmé pendant la campagne électorale que cette question n'était pas à l'ordre du jour, mais suite à sa victoire écrasante, elle aura du mal à résister aux pressions au sein de son parti en faveur d'un nouveau scrutin.

Ainsi, seulement quelques mois après l'échec du référendum, l'indépendance de l'Écosse revient au premier plan de l'actualité britannique. Tariq Ali, figure de la gauche de la gauche britannique, dans un ouvrage récent<sup>1</sup>, tire les leçons de ce référendum et de manière convaincante esquisse une comparaison entre les mouvements Podemos et Syriza dans le Sud de l'Europe et l'éveil à une politique alternative qui a émergé en Écosse avec le référendum : ici Ali fait référence non pas tant aux débats au sein du *Scottish National Party* mais plutôt aux idées qui ont animé ceux et celles qui ont porté le mouvement radical indépendantiste, toujours très présentes dans les débats actuels en Écosse. Dans un paysage britannique rendu aride par les compromissions en

cascade du *New Labour*, cette émergence d'une politique nouvelle dans le sillage de la mouvance indépendantiste écossaise apparaît comme porteuse d'avenir, non seulement en Écosse mais aussi parmi ceux et celles qui en Angleterre se désespèrent de la longue agonie du travaillisme britannique. ■

1. Tariq Ali, *The Extreme Centre. A Warning*, Verso, Londres et New York, 2014.